

MOUVEMENT COMMUNISTE

**RUSSIE : UNE REPRISE DE L'ACCUMULATION  
LENTE ET HEURTÉE**



Si le texte précédent se fixait l'objectif de définir les raisons de la nouvelle guerre en Tchétchénie, celui-ci, en tentant de donner un éclairage sur le cycle économique en Russie, se propose d'en explorer la praticabilité pour le capital russe. La deuxième guerre en Tchétchénie ne peut se comprendre qu'à l'aune du cycle d'accumulation de capital en Russie. L'embellie de l'économie russe rend à la fois possible et nécessaire la guerre contre le petit Etat caucasien. Une explication de l'agression russe qui se cantonnerait aux simples facteurs de politique intérieure et diplomatiques ne saurait suffire.

### **PARTIR DE LA CRISE FINANCIÈRE MONDIALE DE 1997**

Depuis l'effondrement de 1991, contrairement aux autres pays de l'Est dont - après la restructuration en profondeur de l'appareil productif - le rythme d'accumulation du capital s'est progressivement accéléré (cf. Pologne, Hongrie et République Tchèque), la Russie n'a toujours pas connu un véritable redressement économique. La timide reprise de la production industrielle amorcée en 1997 a été stoppée net par la crise monétaire qui a secoué les finances publiques de la Fédération en août 1998. En 1997, et pour la première fois depuis 1991, le PIB et la production industrielle s'inscrivent en hausse, de 0,9 % pour le premier et de 2 % pour le second. Même la dépréciation des prix de marché des biens de consommation avait connu une réduction spectaculaire, signe à la fois d'un début de confiance retrouvée en la monnaie nationale et de la reprise de la marche des affaires. De 215 % en 1994 (un sommet historique), on était en effet redescendu à 11 % en 1997. La crise d'août 1998, épisode russe de la crise mondiale du crédit qui a fait ses premiers pas en Thaïlande à l'été 1997, s'est traduite par la forte dépréciation du capital social libellé en roubles, capital accumulé avec difficulté depuis le début de la crise économique de 1991. La crise du rouble - fin 1997 - a été déterminée à son tour par l'effondrement des cours des actions cotées à la Bourse de Moscou et des obligations d'Etat (GKO). La capitalisation de la place boursière est divisée par cinq, son indice de référence ayant dégringolé en dessous de son niveau de la fin 1995. En ce qui concerne les GKO, le taux d'intérêt <sup>1</sup> - qui était

descendu entre 20 % et 30 % fin 1997 - grimpe brusquement au-delà des 100 % en juillet 1998. Ayant bien appris la leçon de la crise mondiale du crédit dite asiatique dont les violentes secousses ont été ressenties jusqu'au cœur de l'appareil financier américain (faillite de la banque new-yorkaise LTCH spécialisée dans les placements sur les marchés émergents à court terme, à haute rentabilité et à hauts risques), les capitaux étrangers fuient frénétiquement les marchés dont la rentabilité est jugée faible et/ou incertaine. La Russie en fait naturellement partie. Ce départ précipité a encouragé et renforcé l'exportation chronique de capitaux indigènes, estimée à cette époque à 20 milliards de dollars par an en moyenne (environ 130 milliards de dollars entre 1992 et 1999). Chiffre certainement dérisoire comparé aux gigantesques flux de capitaux sur le marché mondial, mais significatif en regard du PIB russe estimé à 180 milliards de dollars en 1999, PIB du même ordre que celui du Danemark. Même recalculé en 'parité de pouvoir d'achat' (PPA) par l'OCDE, le PIB de la Fédération, estimé à 630 milliards de dollars, demeure en dessous de celui de l'Espagne. Dans ces conditions, le rouble est à son tour frappé par le vaste mouvement de dépréciation de la marchandise-capital : relativement au dollar, il plonge de près de 70 % sur la seule année 1998.

### **EN 1998, LE PROCESSUS D'ACCUMULATION S'INTERROMPT SOUDAINEMENT...**

La dépréciation générale des moyens de règlement russes provoque une nouvelle fois l'arrêt brutal du processus d'accumulation de capital. Processus qui pourtant semblait relativement bien engagé. Dès 1998, les prix repartent à la hausse : l'inflation officielle atteint plus de 84 %. Les « prix à la production » (définition qui recouvre peu ou prou celle des coûts de production exprimés en équivalent monétaire local) connaissent le même mouvement. Alors que l'impact de l'érosion monétaire sur les coûts de production ne s'établissait plus qu'à 7,5 % en 1997, elle remonte à plus de 67 % en 1999. Le levier du crédit, nécessaire à toute entreprise capitaliste, en période de crise financière, fonctionne à l'envers. Au lieu d'accélérer l'accumulation en concentrant les

<sup>1</sup> Le taux d'intérêt des obligations d'Etat émises pour financer son budget est le prix de marché consenti par

l'Etat, calculé en pourcentage de la 'valeur nominale' (c'est-à-dire du prix d'achat) du titre.

moyens monétaires nécessaires entre les mains des entrepreneurs, la dépréciation des moyens de paiement réduit la voilure du capital déjà réalisé. Il anéantit, par conséquent, la valeur immédiatement prête à l'emploi pour un nouveau cycle de rotation. La raréfaction du crédit bancaire commercial au secteur non financier n'a pas cessé de décroître entre 1992 et 1997. D'un volume presque équivalent au tiers du PIB en 1992, il n'était plus qu'environ le dixième du PIB en 1997-1998. L'amorce d'accélération de l'accumulation de 1997 ne pouvait certes pas être d'une envergure remarquable, car la restriction du crédit n'avait pas connu de mouvement cyclique. En effet, la pénurie de crédits est restée constante depuis la crise de 1991 jusqu'en 1999. Et l'appareil productif russe avait et a extraordinairement besoin de ce crédit. Depuis 1992 le PIB par tête a plongé de 40 %, les investissements ont baissé de 16 % par an en moyenne depuis 1991 et la production industrielle ne représentait plus en 1998 que 45 % de celle de 1991. Le montant des investissements en capital fixe avait encore baissé de 7 % en 1998 et ne représentait plus qu'un cinquième de ce qu'il était en 1991. En raison de la dépréciation du rouble, les importations russes ont plongé de plus de 45 % entre 1997 et 1999, retrouvant le niveau de 1994. Même si nous ne disposons pas de chiffres plus affinés, cela signifie que l'achat à l'étranger de moyens de production a fondu. Première conséquence : l'outil de production ne cesse de vieillir. D'après les statistiques que nous avons rassemblé, l'âge moyen du capital fixe est passé de moins de dix ans en 1980 à près de vingt ans en 2000. Selon l'étude monumentale du cabinet d'audit américain McKinsey publiée fin 1999, l'âge moyen de l'appareil industriel russe est trois fois plus élevé que celui de la moyenne de la zone OCDE et un quart des entreprises russes ont dépassé leur date de péremption. D'où une productivité qui tournait autour des 30 % de celle des USA en 1992 et qui se retrouve à environ 15 % aujourd'hui. Face à cela, le montant nécessaire des investissements pour les vingt-cinq prochaines années a été chiffré par le ministère russe de l'économie à 2 500 milliards de dollars, dont, d'après le même organisme de l'Etat, le quart de cette somme devrait venir d'investisseurs étrangers... Ce côté-ci, on est également très loin du compte. Entre 1992 et 1998, il n'y a eu qu'une douzaine de milliards de dollars d'investissements étrangers en Russie contre 350 milliards en Chine.

En Pologne, pour 1998 et 1999, ce sont 20 milliards de dollars qui y ont atterri en provenance d'investisseurs étrangers. Autre phénomène important digne d'être signalé : le faible niveau des investissements productifs limite grandement l'extension du marché intérieur ; du coup, la réalisation de la valeur produite dépend de plus en plus des marchés solvables extérieurs. Désormais, les exportations de biens produits en Russie représentent près de 40 % du PIB de ce pays. La part des exportations qui relève des anciens pays du bloc (Communauté des Etats indépendants) ne cesse de se rétrécir. Elle était encore comprise entre 15 % et 20 % au milieu des années '90, elle s'approche des 10 % aujourd'hui. Résultat : la stabilisation du taux de change de la monnaie est un facteur de première importance pour assurer les ventes à l'étranger. Cela explique pourquoi - contrairement à ce qui s'est produit lors de la chute du real de la mi-1998 qui a fait s'envoler les exportations brésiliennes - en dépit de la dépréciation du rouble, le montant total des exportations russes recule de plus de 15 %. Si ceci doit être également attribué à la chute des prix des matières premières (hydrocarbures : environ 40 % du total russe des exports ; métaux et produits des métaux environ 25 % de ce même total) au titre de l'année 1998, cela n'a pas autant d'impact pour l'année 1999. L'an dernier, l'ensemble des matières premières non agricoles a connu un redressement (exemple : le pétrole coûtait en moyenne mensuelle 40 % plus cher qu'en 1998), pourtant la valeur totale exprimée en dollars des exportations russes vers les pays hors CEI a stagné.

### **L'ETAT SOIGNE SES PLAIES**

Diminué par l'effondrement de la monnaie - marchandise dont il garde le monopole -, l'Etat n'a pas pu jouer d'un quelconque instrument contracyclique. En 1998, les dépenses de l'Etat fédéral, hors paiement des intérêts de la dette, ne représentent que 46 % de celles de 1994. Dans la seule année 1998, elles refluent d'environ 17 % sur le total des dépenses inscrites au budget un an auparavant. L'Etat va tirer ses rares cartouches mouillées dans la bataille pour la défense du rouble sur les marchés des changes. Mais le combat est trop inégal et rapidement il se recroqueville, « sagement » selon les experts de l'OCDE, sur son but primordial : l'assainissement

de son bilan. En effet, comme toujours dans le cas d'une crise financière et donc fiscale de cet ordre, l'Etat russe agit en capital individuel au détriment de sa fonction institutionnelle de représentant de l'intérêt général du capital social présent sur le territoire de sa compétence. Ainsi, alors que les réserves officielles de la banque centrale fondent à 12 milliards de dollars en décembre 1998, contre 18 un auparavant, le déficit budgétaire en pourcentage du PIB poursuit sa diminution. En dépit des lamentations occidentales à propos de la gabegie – d'ailleurs très réelle – dont fait preuve l'oligarchie au pouvoir - moyennant entre autres le non-paiement des salaires et des retraites, l'arrêt des dépenses pour les prestations sociales et pour les infrastructures -, le déficit budgétaire tombe de 6,7 % du PIB en 1997 à 4,9 % en 1998. Hors paiement des intérêts de la dette, ce pourcentage n'est plus que de 1 % en 1998 contre 2,1 % en 1997, soit une diminution de moitié. Toute la mesure d'une telle performance ne peut être saisie que si l'on garde en mémoire le fait que, d'après les économistes de la très officielle Académie des sciences de Moscou, l'économie « grise » - autrement dit le volume des échanges marchands qui échappent à la comptabilité nationale - s'élève encore à ce jour à deux à trois fois le budget fédéral. Cela correspond à près de la moitié du PIB. Entre 1996 et 1998, la collecte de l'impôt recule de près de 10 %. En pourcentage du PIB, elle passe de 9,7 % en 1996 à 8,8 % en 1998. L'efficacité des instruments de levée de l'impôt demeure assez relative : en 1999, le taux de prélèvement effectif des impôts n'est que de 70 %, ... calculé, naturellement, à partir des données de l'économie « officielle ». Si l'on intégrait l'ensemble des échanges, ce ratio serait, bien sûr, encore plus faible : sur cette base, seulement le tiers des échanges marchands est effectivement soumis à l'imposition.

### **EN 1999, L'ACCUMULATION REPART À UN RYTHME MODÉRÉ**

La crise économique de 1998 a permis de restaurer certaines conditions nécessaires à la valorisation du capital social russe. Les succès comptables les plus spectaculaires ont été remportés par l'Etat. Le déficit budgétaire a reculé, en passant, selon la banque d'investissement américaine Morgan Stanley Dean Witter, de 6,7 % en 1997, à 4,9 % du PIB en 1998 et à 2,3 % seulement en 1999 ; le

budget de l'Etat dégageant même un excédent primaire (hors règlement du service de la dette) correspondant à 2 % du PIB. Les dépenses publiques ont retrouvé le chemin de la hausse en approchant de nouveau les 16 % du PIB. Grâce aussi aux dépenses engagées en Tchétchénie, le budget de la Défense bondit de 50 % en 2000. Les intérêts payés de la dette se stabilisent pour leur part à un peu plus de 4 % du PIB. Les réserves de la banque centrale ont cessé de s'étioler et s'approchent désormais des 20 milliards de dollars, niveau équivalent de celui de la fin 1996. Le service de la dette extérieure est également rentré dans une phase de progressive résorption : 9,8 milliards de dollars en 2000 ; 8,3 milliards en 2001 et 7,4 milliards de dollars en 2002. Signe de confiance retrouvée par les investisseurs dans la capacité de l'Etat fédéral à maîtriser le levier monétaire et la gestion de son bilan : l'émission récente par le gouvernement d'obligations (GKO) pour un montant de 77 millions de dollars. En dépit d'un taux d'intérêt de 20,1 %, inférieur donc à la dépréciation monétaire escomptée pour cette année, la totalité des titres obligataires proposés au marché a très rapidement trouvé preneur. Alors que le mouvement de dépréciation du rouble se ralentit (24,6 roubles pour un dollar en 1999 et 31 attendus en 2000, mais au 1<sup>er</sup> trimestre le rouble est stable face au dollar), la dépréciation des biens de consommation, , régresse pour sa part à vive allure (84,4 % en 1998 ; 36,6 % en 1999 ; 23 % attendus en 2000). Avec un glissement d'un an par rapport à l'inflation des prix à la consommation, la même tendance se produit du côté des coûts de production (23,2 % en 1998 ; 67,1 % en 1999 ; 35 % attendus en 2000). La stabilisation des termes d'échange entre monnaie et marchandises en circulation provoque le recul du troc, c'est-à-dire des échanges de marchandises se passant de l'apparition de l'équivalent général dans son expression monétaire achevée. La part du troc dans les échanges a régressé, de 51 % en janvier 1999, elle n'était plus que de 41 % en décembre. Sur le chemin de reconquête de la souveraineté monétaire, le rouble ne retrouve cependant pas sa fonction de moyen de circulation. Une autre bataille décisive livrée par le capital social russe et par son Etat touche au retablissement de la monnaie en tant que moyen de paiement différé, de crédit. Et là encore, les données en notre possession montrent une embellie sensible de la situation pour la formation économique et sociale

russe. Pour la première fois depuis 1991, le volume du crédit s'accroît. Sberbank, la caisse d'épargne de l'Etat et premier établissement bancaire russe, a plus que doublé le montant de ses prêts, dépassant les 5,8 milliards de dollars au 1<sup>er</sup> janvier 2000. Alfa Bank, l'une des plus grandes banques privées de la Fédération, a, pour sa part, augmenté ses prêts de 250 millions de dollars en 1999 à 400 millions de dollars cette année. Bien entendu, l'essentiel de ces capitaux est emprunté par les entreprises et pas par les particuliers dont le niveau de solvabilité demeure très faible (moins de 10 % du total des prêts). Autre signal du retour des capitaux dans le circuit officiel du crédit : la Bourse de Moscou a retrouvé le niveau de 1996 avant l'envolée de 1997. Cet élément n'est pourtant rien d'autre qu'un symptôme à caractère plutôt symbolique du retour des capitaux dans la sphère officielle de la circulation monétaire car les entreprises ici présentes ne se financent pas encore par le marché d'actions national (elles préfèrent drainer des capitaux sur les places boursières occidentales à capitalisation élevée à l'instar de Gazprom et Lukoil, dont les actions sont cotés au New York Stock Exchange). D'où une capitalisation boursière de la place moscovite qui demeure très faible : 31 millions de dollars au 26 avril 2000. Les investissements étrangers directs de capitaux sont remontés de 1 % en 1999, la première hausse enregistrée depuis 1990, pour atteindre 24,3 milliards de dollars. De ce fait, le PIB a augmenté de 3,2 % sans pour autant retrouver son niveau de 1997 ; la production industrielle a augmenté de 8,1 % ; les investissements productifs dans l'industrie ont grimpé de 15 % et, en raison aussi de l'effondrement des importations, l'excédent de la balance commerciale a pratiquement doublé. Même le taux officiel du chômage répondant aux critères de calcul fixés par le Bureau international du travail (BIT), pour ce qu'il vaut, montre quelques signes d'amélioration du marché du travail : il serait en effet descendu de 12,4 % de la population active en 1998 à 11,7 % en 1999. Conclusion provisoire : l'économie russe connaît certes une embellie, mais ses termes demeurent emprunts de fragilité. Il ne faut pas oublier que la hausse du prix du baril de pétrole brut sur le marché mondial est en grande partie à l'origine de la reprise de l'accumulation de capital en Russie.

## **L'ÉNERGIE, LE NŒUD GORDIEN DE**

## **L'ÉCONOMIE RUSSE**

La production d'électricité, les industries pétrolières et gazières sont au cœur des questions centrales de l'économie russe : l'établissement de règles reconnues du marché et son corollaire le rétablissement de l'autorité de l'Etat. Depuis des années, les rentrées monétaires de l'industrie énergétique russe sont insuffisantes. Le prix du pétrole sur le marché intérieur correspond à la moitié de celui qui se pratique sur le marché mondial. Conséquence, les bassins s'épuisent, il n'y a pas de nouvelles explorations, les puits sont obsolètes et les déperditions engendrées par un système de pipe-lines mal ou pas entretenus sont faramineuses. La situation est la même pour le gaz, et Gazprom, le géant du secteur, souffre non seulement de tarifs trop bas mais aussi du non-paiement des factures ou de leur règlement sous forme de troc. Ses investissements de 800 millions de dollars pour le premier semestre de 1999 sont de son propre aveu nettement insuffisants. Les tarifs de l'UES, l'organisme central de production d'électricité, n'ont pas augmenté depuis 1997. En 1999 ses prix de fourniture à l'industrie sont trois à cinq fois inférieurs à ceux en vigueur dans les pays industriels et de sept à vingt-cinq fois pour les particuliers. L'UES a du remettre en service des centrales nucléaires dangereuses car Gazprom a diminué ses livraisons en rétorsion au non-paiement des factures. Les pénuries d'électricité sont fréquentes, notamment en Extrême-Orient. Les infrastructures de distribution ont dramatiquement besoin d'une modernisation des équipements. Depuis trois ans, les ventes à perte ont malgré tout diminué, comme pour l'ensemble du secteur de l'énergie. Les paiements sont plus réguliers et les arriérés commencent à être payés, à l'exception de ceux des gouvernements régionaux et de l'Etat fédéral. En 1999, 48 % des factures d'UES ont été réglées en numéraire, contre seulement 18 % en 1997. Tchoubaïs, l'ancien ministre businessman et éminence grise de Eltsine, actuellement à la tête d'UES, chiffre à 6 milliards de dollars les besoins d'investissements de l'organisme (3,4 milliards pour les analystes de Morgan Stanley Dean Witter). Son plan de recentralisation de l'UES et de réduction du rôle des entités régionales devra se heurter aux pouvoirs régionaux, alliés incontournables de Poutine. Les groupes pétroliers, malgré des exportations en baisse de 2 %, ont bénéficié de la

flambée du prix du baril qui leur a rapporté 14,1 milliards de dollars en 1999, une hausse de 37,4 % par rapport à 1998. Bien que bénéficiant d'un statut d'entreprises privées, elles sont dans l'obligation de vendre à un prix « politique » (fixé par le sommet de l'Etat en fonction de paramètres la plupart du temps en contradiction patente avec les impératifs de la valorisation des capitaux individuels à l'origine de ces marchandises) tant aux clients russes qu'aux pays-satellites de la CEI ; elles ne peuvent donc pas dégager les sommes nécessaires à de nouveaux investissements de recherche ou d'infrastructure. Les investissements étrangers ont fait long feu. Le budget de l'Etat – dont, en 1999, la meilleure santé est due, en grande partie, à la hausse mondiale du prix du pétrole - est pourtant dépendant de la rentabilité globale des compagnies pétrolières et gazières, ses principaux contribuables. Fournisseurs de devises du gouvernement, roue de secours des entreprises en crise, obligés de fournir quasi gratuitement une population à la solvabilité incertaine en dépit d'un taux d'épargne officiel ou non-officiel loin d'être dérisoire (entre 30 et 40 milliards de dollars de bas de laine non déclarés), les entreprises d'hydrocarbures ne peuvent que s'affronter tant à l'Etat central qu'aux différents pouvoirs régionaux et locaux qui, pourtant, ont assuré leur essor. Le 1<sup>er</sup> mai 2000 les entreprises énergétiques ont obtenu 35% d'augmentation du prix de l'électricité, 15% d'augmentation du tarif du gaz pour les particuliers et 21 % pour les industriels. L'étude de McKinsey déjà citée prévoit même, en l'absence d'améliorations financières et d'investissements nouveaux, que la Russie pourrait devenir importateur net de pétrole d'ici à 2009. Gazprom, qui tente de multiplier les ventes à l'extérieur de la CEI (par exemple en Turquie) a l'obligation de trouver de nouvelles ressources à l'extérieur de la Russie. D'un côté, les livraisons de gaz à bas prix en direction des pays de la CEI diminuent ou sont carrément arrêtées comme dans le cas de la Moldavie - pays en quasi-cessation de paiement - ou de l'Ukraine. De l'autre, les importations en provenance d'Asie centrale (Turkménistan) deviennent vitales pour faire face aux engagements de vente à l'Europe et à la Turquie sans pour autant risquer d'accroître la pénurie en Russie même. La Bulgarie, pays par où passent les exportations à destination de la Turquie et la Grèce réclame des réductions sur ses propres importations de gaz pour profiter elle aussi de la

manne des pipe-lines. La bataille des pipe-lines engagée en Asie centrale contre les Etats Unis pour le contrôle des anciennes colonies situées autour de la Caspienne ne se réduit pas à une lutte d'influences géopolitiques. A défaut d'une profonde restructuration de l'industrie des hydrocarbures russes, vitale pour l'équilibre du budget, la rente obtenue par le passage du gaz et du pétrole de la Caspienne prend une importance démesurée.

### **LA RUSSIE S'ENGAGE DANS LA LONGUE GUERRE D'USURE DES PIPELINES**

L'autonomie financière apportée par la manne des hydrocarbures aux pays producteurs d'Asie centrale ne peut se réaliser sans les moyens physiques d'évacuation du gaz et du pétrole. Reliés à l'ancienne mère-patrie par un vieux réseau de gazoducs et d'oléoducs, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan - avec le soutien financier des compagnies internationales partenaires dans l'exploitation des nouveaux gisements - ont cherché à construire une nouvelle infrastructure indépendante du voisin russe. Les Etats-Unis et leur meilleur allié dans la région, la Turquie, nouveau pouvoir régional dont les besoins en énergie font de lui un client de tout premier ordre, ont fait pression sur les compagnies afin qu'elles choisissent des solutions laissant la Russie à l'écart, faisant passer les impératifs géopolitiques avant les critères de rentabilité économique. Pour acheminer le pétrole d'Azerbaïdjan, les compagnies pétrolières internationales ont ainsi dû choisir la route Bakou-Ceyhan (port turc donnant sur la Méditerranée). Et ce, bien que sa réalisation et les coûts d'acheminement des hydrocarbures soient plus chers que ceux des tracés alternatifs qui passent par la Russie ou l'Iran. Face à ces manœuvres turques et américaines, la Russie ne pouvait pas rester inactive. Après la signature en 1997 d'un projet de gazoduc sous la mer Noire entre la Russie et la Turquie (projet Blue Stream), le Premier ministre russe a martelé : « maintenant, plus de problème tchéchène et plus de problème PKK ». Il a ainsi rappelé que l'Empire russe était en mesure de jouer le même jeu de gendarme de la région que son concurrent turc. Après avoir démontré sa puissance militaire dans les zones sensibles de l'extraction et du transit des

hydrocarbures, la Fédération se sent en droit de prétendre à une part substantielle du gâteau. Le message a été entendu : le gouvernement turkmène, qui espérait disposer d'un gazoduc parallèle au pipeline Bakou-Ceyhan (et donc évitant le territoire de la Russie) pour mettre en valeur les énormes gisements de gaz dont dispose le pays, a dû reprendre langue avec le russe Gazprom. Ce dernier a encore plus de chances de reprendre un rôle décisif dans ce dossier que l'Azerbaïdjan s'y est mêlé. En revendiquant la moitié de la capacité du premier projet de gazoduc turkmène pour transporter les importantes réserves de gaz récemment découvertes sur son territoire, Bakou provoquerait une chute de rentabilité de l'exploitation du gaz turkmène qui remettrait en cause la participation des compagnies occidentales au projet. Dès lors, l'offre de Gazprom - malgré un prix d'achat du gaz nettement plus bas - deviendrait la seule viable pour le Turkménistan - pays géographiquement enclavé - pour vendre son gaz. La preuve : un accord portant sur la livraison annuelle de 50 milliards de m<sup>3</sup> de gaz a été signé entre les Russes et les Turkmènes. Se voyant menacé par les nouveaux accords entre Russie et Turkménistan, Bakou aurait dernièrement décidé de réduire ses exigences en se contentant d'utiliser seulement un cinquième de la capacité du gazoduc. La quadrature du cercle tchéchène de la part de la Russie répond donc également à l'objectif de parachever l'encerclement du Turkménistan et d'isoler davantage l'Azerbaïdjan, coupable à ses yeux d'un trop grand rapprochement de la Turquie. Dans tous les cas, cet épisode de la guerre des pipelines a montré une nouvelle vitalité de la Fédération de Russie dans la région, de nouveau apte à tirer avantage des conflits d'intérêts entre pays caucasiens.

### **LES POINTS FAIBLES DU SYSTÈME À REVOIR IMPÉRATIVEMENT**

Dans ce cadre marqué par une amélioration réelle du processus de l'accumulation, quoique encore empreinte d'importants éléments d'incertitude et de fragilité, il est essentiel pour le capital social russe de se doter d'une administration politique et sociale capable de retrouver l'intégralité de ses fonctions. Trop de facteurs de la valorisation générale de cette fraction du capital social mondial en dépendent. Les distorsions historiques à la valorisation propres à la formation économique et

sociale russe, celles-là mêmes qui lui ont permis de se perpétuer sans crises apparentes depuis les années 20 et jusqu'aux années 90, n'ont pas disparu. Elles sont au contraire au cœur de la restructuration de longue haleine des conditions de la valorisation engagée depuis l'éclatement de la crise du début de la dernière décennie du siècle. Trois d'entre elles prévalent: le prix de marché administré des matières premières énergétiques, le crédit entreprise non exprimé en monnaie mais en marchandises, une démocratie sociale fondée sur la formule "plein emploi contre bas salaires." Ces trois piliers de la domination du capital en Russie et dans l'aire géopolitique sur laquelle elle exerce traditionnellement son autorité n'ont pas été brisés par les coups de boutoir de la crise de la valorisation de 1991. Fissurés à plusieurs endroits, ces piliers ont néanmoins assuré, bon an mal an, la survie de cette formation économique et sociale en dépit du rétrécissement draconien de sa voilure économique et géostratégique. Face à une crise de cette ampleur, ces facteurs éminemment contra-cycliques ont certes agi en limitant l'apparition soudaine et simultanée de l'ensemble des dégâts induits par la dévalorisation générale du capital russe mais ont également déterminé l'étirement de la période de désaccumulation, puis de celles de marasme économique et de reprise modérée de l'accumulation.

Si le maintien par la force de la loi des prix de marché des produits énergétiques, le plus souvent inférieurs aux coûts engagés pour les produire et les rendre accessibles aux acheteurs russes (administrations, entreprises et particuliers) et « étrangers proches » du bloc chapeauté par l'ex-Urss, a globalement assuré la survie du système productif et la conservation de liens de dépendance des « pays frères », il infère néanmoins quatre principales conséquences négatives. Les entreprises encore productives :

- voient leurs bénéfices comprimés, voire anéantis ;
- paient moins d'impôts ;
- ne procèdent pas aux investissements en équipements nécessaires à accroître la productivité du travail ;
- ne peuvent pas vendre davantage leurs marchandises sur les marchés solvables, obligées qu'elles sont par l'Etat de consentir à l'approvisionnement prioritaire des clients traditionnels.



## MOUVEMENT COMMUNISTE

Le développement du crédit interentreprises non libellé en monnaie nationale – largement encouragé par l'effondrement du rouble, le formidable renchérissement du crédit et le rétrécissement considérable du volume des commandes étatiques – a certainement évité l'étranglement financier des entreprises mais a aussi occasionné plusieurs effets indésirables :

- la démonétisation généralisée des échanges et la généralisation du troc, ce qui a grandement contribué à aggraver la crise du rouble ;
- l'éclatement du marché intérieur et l'apparition de quasi-monnaies locales, souvent gérées par les potentats régionaux qui en ont fait une source importante de leur légitimité face au pouvoir central ;
- la dollarisation de pans entiers de l'économie, en particulier de ceux les plus orientés vers l'exportation. Phénomène qui a accéléré la fuite de capitaux vers de solides places financières étrangères. Depuis 1991 les sorties de capitaux auraient atteint les 130 milliards de dollars ;
- la déstabilisation de l'ensemble du système de crédit russe, plaçant à la fois un obstacle à l'apparition d'établissements bancaires dotés d'actifs financiers suffisants et représentant une entrave conséquente à l'essor de la capitalisation de la Bourse de Moscou ;
- la multiplication des impayés et des abus en tous genres en raison de l'absence d'autorités financières capables de faire respecter le « code des affaires ». L'impunité financière étendue dont ont profité les entreprises a, pour sa part, également retardé l'indispensable sélection des capitaux individuels en fonction de leur niveau de rentabilité.

La forme spécifique russe de la démocratie sociale, organisée autour de l'offre de la sécurité de l'emploi en échange de bas salaires, a permis pendant de longues décennies au capitalisme russe de ne pas payer le prix politique et social des termes généraux de l'exploitation de la classe ouvrière, définis par des conditions de travail souvent très dures, nuisibles et par un encadrement dans et hors de l'usine de type ouvertement dictatorial. Cette définition des rapports de classe était exigée par le rythme nettement plus lent et le niveau global de plus en plus insuffisant de l'accumulation du capital en Urss, en comparaison des standards en vigueur dans les pays industrialisés occidentaux. Les investissements en

capital fixe étant davantage espacés et déficients, la productivité du travail social ne pouvait pas progresser, et, avec elle, ne pouvaient pas augmenter les salaires, ni s'améliorer les conditions de travail. Dès lors, soumis comme le reste des marchandises à des distorsions significatives du procès de la valeur, le travail s'échangeait sur un marché fictif à des prix de marché éloignés de sa valeur. Cela s'adaptait comme un gant aux contours de la politique contra-cyclique de toujours menée par l'Etat central. Et aussi, face à l'acuité de la crise de dévalorisation des années 90, cela a permis, dans sa variante pauvre (retard ou non-paiement des salaires contre maintien de l'emploi) de contenir les soubresauts d'une classe ouvrière russe exsangue. Mais aujourd'hui, en présence d'un certain redémarrage de l'accumulation, la formation russe ne peut plus purement et simplement s'accommoder de la situation d'antan. Astreinte à une internationalisation grandissante de son économie, la formation russe ne peut plus cacher sa productivité du travail largement insuffisante, sous peine de dissuader encore davantage les grands investisseurs étrangers de placer leur argent en Russie. Et ceci pour trois raisons essentielles :

Au niveau plus général, la création d'un véritable marché de la main d'œuvre est la condition *sine qua non* d'une nouvelle dépréciation de la marchandise force de travail. Dépréciation nécessaire afin d'accroître la productivité du travail dans les conditions d'une composition du capital inchangée en raison de l'absence de nouveaux investissements en équipements de production ;

la restructuration des entreprises passe avant tout par la réduction de leur production, souvent surabondante par rapport aux marchés immédiatement solvables. Pour que celle-ci s'opère sans augmentation des coûts et en l'absence de capitaux disposés à s'y investir à ce niveau de rentabilité, il n'y a qu'une seule voie praticable, celle de la diminution du capital variable dépensé ;

l'extension du marché intérieur des biens de consommation ne peut se faire que dans la mesure où le rapport salarial retrouve toute sa place à tous les niveaux de la société civile. La généralisation des pratiques de survie échappant à l'échange marchand (vols dans les entreprises de

marchandises et d'outils de production, diffusion de la production agricole d'autosubsistance, troc, etc.) réduit d'autant la circulation marchande des biens de consommation. La nécessité de « dynamiser » la consommation improductive des particuliers se fait sentir surtout en relation au potentiel d'achat des couches moyennes, véritable colonne vertébrale du marché intérieur des biens de consommation.

## **LE PROGRAMME DES NOUVEAUX MAÎTRES DE L'OLIGARCHIE DU KREMLIN**

L'analyse de ces entraves persistantes à l'accumulation du capital en Russie définit exactement le cadre de l'action possible et nécessaire du « nouveau » pouvoir politique de Moscou. Un marché dérégulé par une lourde et constante intervention de l'Etat permettant à des entreprises peu ou pas profitables de survivre, empêchant par la même occasion les plus productives de s'emparer de nouvelles parts de marché et d'investir, éloigne la perspective d'une sortie rapide de la crise de valorisation. La crainte d'un mouvement social qu'entraîneraient les fermetures massives imposées par la restructuration de l'appareil productif sur le modèle des pays d'Europe centrale a bloqué jusqu'ici l'adoption des mesures utiles à la régénération du capital en Russie. De plus, les dirigeants des différents organes administratifs, cruellement dépourvus du cachet d'anciens opposants contrairement à leurs homologues aux commandes des pays d'Europe centrale, ont tenté par tous les moyens d'éviter l'affrontement direct avec les ouvriers en gardant sous perfusion des sociétés dont l'unique fonction est de receler des millions d'emplois devenus improductifs.

Vladimir Poutine, lorsqu'il met au centre de son programme l'instauration de la « dictature de la loi », touche au cœur de la problématique complexe de la sortie de crise de l'économie russe. Tony Blair, son nouvel ami qui vient de l'adouber grand patriote et bon démocrate, pointe la partie essentielle du programme des nouveaux tsars : la restauration de la loi de la valeur, condition inéluctable du retour de la confiance des investisseurs étrangers que le Premier ministre britannique se targue de représenter. Les capitaux, qu'ils soient russes ou étrangers, fuient un marché dont les règles légales, fiscales et concurrentielles

se modifient au gré des besoins ponctuels des différents acteurs locaux ou centraux et du choc chaotique et toujours changeant de leurs influences. Tony Blair ne fait ainsi que résumer les considérations unanimes des organismes représentatifs du capitalisme international, économistes attirés, banques d'affaires, presse spécialisée pour lesquels les investissements productifs sont la principale clef d'une croissance rapide de la création de la valeur. En dépit du flou entretenu autour des mesures concrètes que le nouveau pouvoir s'apprête à adopter, quelques lignes directrices se dégagent clairement en matière de politique intérieure.

Le premier objectif de la nouvelle équipe du Kremlin est la mise sur pieds d'un système fiscal intégral accompagnant l'élimination progressive des prix de marché plafonnés par décret étatique (cf. la tentative, repoussée depuis, de relever de 32 % le prix de la vodka ; en 1999, les droits d'accises sur les boissons alcoolisées ont rapporté au budget près de 456 millions de dollars, deux fois plus que l'année précédente, soit 2 % environ des recettes de l'Etat fédéral). L'instauration d'un impôt progressif sur les exportations de pétrole, à partir de juillet 2000, variant en fonction du prix du baril, est un premier pas accompli dans cette direction.

Le deuxième objectif de Vladimir Poutine et des siens est à la fois la restauration de la certitude de la loi et l'instauration de l'inviolabilité juridique de la propriété privée. Le nouveau Président de la Fédération, lors d'une réunion du conseil consultatif sur les investissements étrangers, a été très explicite : « Le respect des droits de propriété est une règle d'or qui sera respectée » a-il affirmé. Lors de cette réunion, un vice-président de la BERD (Banque européenne de la reconstruction et du développement, établissement financier international qui véhicule des capitaux d'Europe occidentale vers les pays de l'ancien bloc de l'ex-Urss) a surenchéri : « *la nouvelle direction de la Russie a une chance unique de reconstruire l'autorité affaiblie de l'Etat et de revitaliser la transition de la Russie vers la démocratie basée sur le marché. Un Etat fort édicte les règles et les fait respecter* ».

Le troisième objectif des nouveaux maîtres de Moscou est d'imposer tant aux oligarques de l'économie qu'aux potentats régionaux les termes d'un compromis fiscal. « La Russie a été fondée

comme Etat hyper centralisé depuis le début. C'est inhérent à son code génétique, à ses traditions et à la mentalité de son peuple », martèle Poutine. Il faut ainsi que les seigneurs des régions se résignent à un nouveau partage des pouvoirs fiscaux avec l'Etat fédéral qui compte pour cela utiliser pleinement ses prérogatives exclusives en matière monétaire et de l'administration de la force <sup>2</sup>. La renationalisation de l'appareil judiciaire est aussi à l'ordre du jour, les juges et autres fonctionnaires de l'institution seront de nouveau salariés par l'Etat central. La constitution d'une fiscalité autonome pour les régions pourrait être la base d'un compromis avec les pouvoirs locaux.

Le quatrième objectif de la nouvelle oligarchie du Kremlin est la résorption de la « fracture sociale » et de la pauvreté. Dans ce domaine surtout, Poutine a du pain sur la planche. Le salaire moyen, fin 1999, n'est que de 67 dollars par mois (62 dollars de moyenne annuelle) Il a baissé de 15% par rapport à fin 1998 après une chute de 20% l'année précédente. Le minimum de subsistance fixé par les autorités à cette date est de 34 dollars, revenu de survie que 35 % des Russes ne touchent même pas. Ces données catastrophiques doivent être pondérées par le fait que le comité d'Etat aux statistiques estime qu'un quart des salaires n'est pas déclaré. Les retraites moyennes n'atteignent pas ledit revenu minimum et les retraités russes (un tiers de la population) perçoivent en moyenne 22 dollars par mois. Le système social et de santé publique hérité de l'Urss est en complète déliquescence. Selon Poutine lui-même le niveau de vie en Russie se situe au 71<sup>e</sup> rang mondial. Conséquence de cet effondrement du niveau de vie, la mortalité est une fois et demi plus forte que la natalité, l'espérance de vie des hommes est de 58 ans (65 ans en 1990) et la population a régressé de 2,8 millions d'habitant en huit ans. « Notre plus grand problème aujourd'hui est la pauvreté », a déclaré M. Poutine à Voronej (500 km au sud de Moscou) lors d'une rencontre avec des responsables régionaux tenue à la mi-mars. « La tâche principale du gouvernement est de protéger les gens du besoin », a dit le chef de l'Etat russe qui s'est engagé à « faire tout son possible pour

---

2 Le Kremlin a l'intention de créer, par décret, sept super-régions qui vont désormais coiffer les 89 régions et Républiques qui composent la Fédération. Il s'agit avant tout – pour le centre – d'instaurer un espace juridique et économique unifié en Russie. Plusieurs régions ont été déjà rappelées à l'ordre (ex. Ingouchie).

qu'un maximum de fonds soient consacrés au règlement des problèmes sociaux ». M. Poutine a promis à cette occasion de mettre en place une « politique sociale, problème clé » du pays selon lui. En décryptant ces boniments, Vladimir Poutine entend recréer un rapport de classe viable à la fois pour le capital et pour la poursuite de l'exploitation dans des conditions de paix sociale. Il rappelle ainsi que l'amélioration de la situation des salariés dépend étroitement « d'une solide croissance économique ». Les temps du salariat qui ne correspond pas à un travail productif réellement effectué ou à un travail improductif préalablement budgété sont révolus : « Il faut donner aux gens du travail et une possibilité de gagner leur vie », clame Poutine, ardemment soutenu dans sa démarche par les patrons et les syndicats (exemple : direction et syndicats de Lukoil, première entreprise pétrolière de la Fédération, ont publié un communiqué conjoint appelant les actionnaires, les travailleurs du secteur et les citoyens à voter pour le candidat Poutine). Mieux vaut recréer de fond en comble un filet fragile de protection sociale se chargeant de la survie de la main d'œuvre surnuméraire entièrement aux frais de l'Etat que de faire porter la charge du traitement du chômage par les entreprises elles-mêmes. En échange de cela, ces dernières sont appelées à payer les impôts intégralement et à l'heure <sup>3</sup>. A chacun son rôle... En ce qui concerne les salariés, comme première pierre du nouveau pacte assurant la paix sociale, outre l'établissement d'un ersatz de Sécurité sociale, le pouvoir s'engage à régler l'intégralité des salaires et des retraites impayés. A la fin de l'année 1999 les arriérés concernant les retraites ont tous été versés. En ce qui concerne les salaires la situation est plus contrastée. Le total d'arriérés de salaires s'établissait à 2,7 milliards de dollars au 1<sup>er</sup> février 2000, 100 millions de plus que le mois précédent. Le secteur public représente un quart du total dont plus de 80% pour les gouvernements régionaux et locaux et moins de 20 pour le gouvernement fédéral. En janvier 1997 les arriérés de salaires étaient de 8,7 milliards de

---

3 La réforme des impôts élaborée par le Centre d'études stratégiques (CES) dirigée par les hommes liés au clan Poutine, vise à soutenir les entreprises : suppression de l'impôt sur le chiffre d'affaires (à partir de janvier 2001) et réduction des taxes à l'importation et à l'exportation. Pour compenser ces baisses le gouvernement fera payer les particuliers en augmentant massivement les accises sur l'essence et le tabac.

dollars. Dans les mines de charbon le retard moyen est passé de 4,9 à 3,6 mois, il atteignait ou dépassait un an auparavant, déclenchant de nombreuses grèves.

Ces quatre objectifs prioritaires constituent donc l'essentiel du programme de l'équipe de Poutine. La capacité de les réaliser dépend de plusieurs facteurs. Parmi ceux-ci, un rôle de première importance est occupé par la poursuite de l'afflux d'une rente pétrolière et gazière conséquente en provenance des marchés extérieurs solvables. Les cours des hydrocarbures sont à même, à eux seuls, d'accélérer ou de faire capoter la construction de l'édifice du nouveau Président de la Fédération. La tenue du rouble, le niveau de la collecte fiscale et aussi la masse des capitaux accumulés dépendent étroitement des revenus de la rente des hydrocarbures. Un deuxième facteur de soutien de la politique économique de la Russie est représenté par les volumes des exportations de matières premières et biens intermédiaires issus de l'industrie métallurgique et sidérurgique, un degré de résistance à la reconquête fédérale des régions. Les seigneurs locaux ne manquent pas d'arguments pour affaiblir la détermination de l'Etat central. Une quatrième condition au succès de Poutine est posée par le comportement de la classe ouvrière. Si celle-ci se plie une fois de plus

aux exigences de la valorisation, pas de problème pour l'espion reconverti en tsar. Si, en revanche, l'accélération du processus de dépréciation de la marchandise force de travail imprimée par les mesures adoptées par la nouvelle équipe du Kremlin provoque un soubresaut salvateur des exploités, l'échafaudage branlant élaboré par Poutine peut s'effondrer d'un coup, comme celui de ses prédécesseurs. Il ne faut pas oublier en effet que le nouveau pouvoir, en dépit de ses imprécations, répétées à l'envi, à l'encontre des « oligarques », garde toutes les empreintes de l'oligarchie. Poutine manque cruellement de relais politiques et syndicaux stables et passablement étendus dans la société civile russe. Et cela ne concerne pas que les classes dominées. Malgré le soutien à l'ancien espion, ostensiblement affiché par la quasi-totalité des gens qui comptent dans la Fédération et par la plupart des gouvernements occidentaux, l'équipe Poutine est encore trop marquée par la proximité de quelques hommes d'affaires qui ont fait la fortune – et la réputation sulfureuse – de l'« ancienne » oligarchie de Eltsine. Il est bien connu que les « révolutions par le haut », même quand celles-ci sont menées au nom de la défense de l'intérêt général des classes dominantes, présentent un fond congénital supplémentaire de vulnérabilité...